



HAL
open science

L'impact de la guerre et des sanctions sur l'économie russe

Sergei Guriev

► **To cite this version:**

Sergei Guriev. L'impact de la guerre et des sanctions sur l'économie russe. Les Études du CERI, 2023, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022, 266-267, pp.52-56. 10.25647/etudesduceri.266-267.08 . hal-04088389

HAL Id: hal-04088389

<https://hal.science/hal-04088389>

Submitted on 4 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

L'impact de la guerre et des sanctions sur l'économie russe *par Sergeï Guriev*

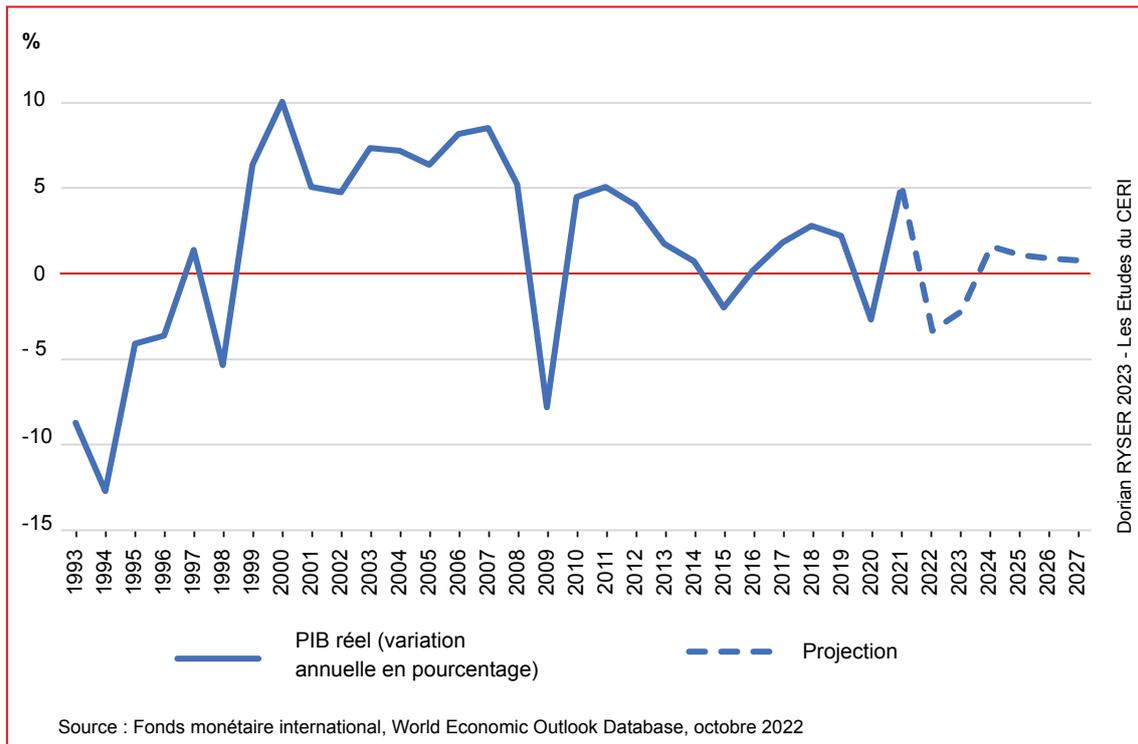
En engageant son pays dans une guerre brutale et injuste contre l'Ukraine, Vladimir Poutine a sous-estimé la force et le courage de la résistance ukrainienne et surestimé sa propre armée. Il a aussi sous-estimé l'unité et la détermination de l'Occident et l'impact que les sanctions occidentales pourraient avoir sur l'économie russe.

Avant la guerre, son gouvernement avait bâti une « forteresse macroéconomique ». La Banque centrale russe avait accumulé des réserves considérables de devises étrangères, dépassant 600 milliards de dollars (soit 40 % du PIB annuel), et mis en place une politique monétaire contre l'inflation qui se situait à la pointe de la macroéconomie. Le ministère des Finances a réduit la dette souveraine à 20 % du PIB (dont seulement 5 % en dette extérieure) et placé 12 % du PIB dans le fonds souverain russe (conservé en dollars au sein des réserves de la Banque centrale). Il a également instauré une règle budgétaire permettant d'équilibrer le budget : dès que le cours mondial du baril de pétrole atteint 44 dollars, les recettes fiscales sont placées dans le fonds souverain. En raison des sanctions financières imposées à la Russie après l'annexion de la Crimée en 2014, les entreprises et les banques russes avaient en outre réduit leur dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers de sorte que la dette extérieure totale (incluant le gouvernement, les entreprises et les banques) ne dépasse pas 30 % du PIB. Le système bancaire bénéficiait de capitaux conséquents. Après une période de récession due à l'épidémie de coronavirus, l'économie russe était en rémission ; ses projections de croissance pour 2022 étaient de 3 %.

L'économie russe touchée mais pas coulée

Lorsque la guerre a éclaté le 24 février 2022, les pays occidentaux ont immédiatement réagi. La quasi-totalité des banques russes ont été sanctionnées. Mais surtout, au troisième jour de la guerre, l'Occident a sanctionné la Banque centrale russe, et gelé ses immenses réserves en devises étrangères, neutralisant ainsi le principal bastion de la forteresse. Ce qui a provoqué de graves turbulences macroéconomiques, a fait chuter le rouble, exploser l'inflation, et forcé la Russie à se retirer des marchés de devises et de capitaux. L'ampleur du choc macroéconomique de début mars 2022 a pu laisser certains espérer que l'économie russe allait s'effondrer. En réalité, l'efficacité des politiques macroéconomiques russes et les tarifs élevés du gaz et du pétrole – tous deux épargnés par les sanctions jusqu'en décembre 2022 – lui ont permis de tenir le choc, même si elle a été rudement touchée. Les projections actuelles de croissance du PIB russe en 2022 sont de -3 %, ce qui est 6 % en dessous des prévisions d'avant la guerre, mais tout de même beaucoup mieux que, par exemple, les 8 % de baisse essuyés en 2009. Cependant, toutes les projections indiquent que cette chute devrait se poursuivre en 2023 puis laisser place à une période de stagnation plutôt qu'à une rémission rapide.

Figure 4
Evolution du PIB de la Russie, 1993-2027



Aux sanctions financières se sont ajoutées des sanctions commerciales. Elles visaient notamment à empêcher la Russie d'accéder à des technologies de pointe pour produire des armements modernes. Ces sanctions ont fonctionné : à peine quelques mois après le début de la guerre, la Russie a dû commencer à puiser dans ses stocks de chars de l'ère soviétique et à acheter des drones iraniens et des missiles nord-coréens. Les restrictions sur les importations sont allées beaucoup plus loin. Poussées par la nécessité de préserver leur réputation plus que par des directives gouvernementales, plus d'un millier des plus grandes entreprises occidentales ont décidé de quitter la Russie et de couper tous liens commerciaux avec leurs partenaires russes. Cela a eu pour effet d'isoler l'économie russe sur le marché mondial, avec des répercussions majeures sur plusieurs secteurs de l'industrie – en particulier l'automobile, les transports aériens et les équipements de construction, où la production a chuté de plusieurs dizaines de pour-cents. Sur d'autres, les sanctions ont eu des effets moindres et moins rapides, les entreprises russes utilisant leurs stocks et recourant à des canaux d'importation parallèles avec des pays tiers.

Sanctions énergétiques : le plus dur est à venir pour l'économie russe

Les sanctions les plus importantes sont celles qui n'ont été introduites qu'en fin d'année ou doivent être appliquées en 2023 : les sanctions visant le pétrole et le gaz russes. L'embargo européen sur le pétrole et le plafonnement des prix du pétrole russe sur le marché mondial ne sont entrés en vigueur qu'en décembre 2022. L'Europe a cessé d'acheter du pétrole russe

et, avec les Etats-Unis, elle peut menacer de sanctions les acheteurs non occidentaux qui s'en procureraient à un prix supérieur au tarif plafonné (soit 60 dollars le baril). L'Europe représente la moitié des exportations pétrolières russes, et il ne sera pas facile pour la Russie de rediriger ses flux d'hydrocarbure vers d'autres marchés. Elle finira par y parvenir, mais les Etats-Unis et l'Europe essaieront d'imposer le prix plafond, ce qui devrait en principe priver le budget russe de recettes importantes. Peut-on en avoir la certitude ? La règle budgétaire mise en place par Moscou avant la guerre prévoyait qu'un tarif pétrolier de 44 dollars le baril suffisait à équilibrer le budget : selon ce calcul, le tarif plafond de 60 dollars le baril devrait lui laisser de la marge. Mais les calculs budgétaires d'avant la guerre ne sont plus d'actualité. Avec la récession et la baisse des exportations, les rentrées fiscales d'origine non pétrolière ont drastiquement chuté. Pour compenser ces pertes, la Russie doit augmenter significativement ses revenus pétroliers. Qui plus est, la guerre coûte cher, et les dépenses du gouvernement ont augmenté. Son budget connaîtra donc probablement un déficit substantiel à partir de décembre 2022.

Le plafonnement du prix du pétrole est un nouvel instrument de sanction, et il est difficile de savoir à l'heure actuelle si et comment il va fonctionner. L'Occident possède toutefois des outils puissants pour le faire appliquer. En effet, pour exporter son pétrole vers des destinations non occidentales, la Russie devra utiliser des navires pétroliers, or l'Occident contrôle 95 % du marché des assurances maritimes. Et si la Russie utilisait des pétroliers « fantômes » non assurés, ceux-ci seraient probablement repérés par des lanceurs d'alerte et des ONG utilisant le renseignement de sources ouvertes (OSINT). Enfin, et c'est le plus important, le plafonnement des prix correspond aux intérêts des acheteurs, puisqu'il leur permet d'économiser de l'argent. Il est bien plus profitable pour les entreprises indiennes de se conformer aux prix plafonds que de s'exposer à des sanctions en surpayant le pétrole russe.

Si les sanctions pétrolières sont intervenues en décembre 2022, le gaz russe reste épargné par les sanctions occidentales. Cependant, les livraisons de gaz naturel vers l'Europe ont radicalement baissé après la décision de Poutine de les réduire et les mystérieuses explosions qui ont touché les gazoducs Nord Stream 1 et 2. Comment expliquer cette décision, qui entraîne une baisse de revenus pour la Russie ? Son objectif était d'infléchir la position de l'Europe sur la guerre en Ukraine et les sanctions. Sans surprise, ses partisans européens – qui aujourd'hui ne peuvent plus le soutenir publiquement – relaient son discours, selon lequel mieux vaudrait lever les sanctions, car elles portent davantage tort aux pays européens qu'à la Russie. Poutine peut se permettre de réduire ses exportations de gaz vers l'Europe. Certes, cela coûte cher à son pays, mais les recettes issues du gaz naturel sont bien moindres que celles du pétrole : ainsi, en 2021, le gaz ne représentait qu'un tiers des revenus pétroliers russes.

Ce discours selon lequel « les sanctions ne nuisent pas à Poutine, alors mieux vaut les lever » s'appuie souvent sur le fait qu'après la panique financière du printemps 2022, le rouble russe est remonté à son niveau d'avant la guerre et l'a même dépassé. Cependant, la force du rouble ne doit pas être confondue avec la santé de l'économie russe. En réalité, sa remontée est un effet collatéral de la baisse drastique des importations. Les tarifs élevés du pétrole et l'absence de sanctions pétrolières ont permis à la Russie d'engranger en 2022

encore plus de pétrodollars qu'en 2021. Mais les sanctions commerciales ont entraîné une chute brutale de ses importations. Le pays va donc se retrouver avec un excédent commercial record : il encaisse beaucoup plus de dollars qu'il ne peut en dépenser. Il n'est pas surprenant dès lors qu'avec la logique de l'offre et de la demande, le rouble en ressorte renforcé par rapport au dollar. Mais ce n'est pas le signe que l'économie russe soit forte. Au contraire, c'est un effet collatéral de l'incapacité de l'économie russe à importer des capitaux occidentaux, des technologies et des intrants intermédiaires, ce qui nuit d'ores et déjà à la croissance économique du pays et risque de l'affaiblir encore davantage dans les années qui viennent.

L'impact des sanctions sur le niveau de vie et le marché du travail russes

Quoi que disent les amis de Poutine en Europe, l'impact des sanctions sur la Russie est déjà sévère. Comme mentionné plus haut, les performances du PIB russe en 2022 sont bien en dessous des projections d'avant la guerre – ce qui est d'autant plus frappant que les cours du pétrole sont beaucoup plus élevés que prévu. Qui plus est, en période de guerre, les statistiques du PIB sont trompeuses : la production en série de projectiles d'artillerie, par exemple, est comptabilisée comme un apport au PIB alors qu'à l'évidence elle a un effet négatif sur la qualité de vie des Russes. Si l'on veut estimer l'impact de la guerre et des sanctions sur le niveau de vie, il vaut probablement mieux examiner les dépenses des consommateurs : or celles-ci ont baissé de 10 % en un an.

Il est difficile de proposer une analyse plus nuancée, dans la mesure où le gouvernement russe a classé secrètes de nombreuses statistiques économiques en 2022 – notamment le détail de celles sur les échanges commerciaux et le budget de l'Etat. Cependant, les données disponibles montrent déjà un déficit budgétaire important, qui devrait s'accroître en 2023. Mais la preuve que les sanctions affaiblissent les ressources de Poutine est moins à chercher dans les statistiques économiques que dans le comportement du chef de l'Etat lui-même. Dans les six premiers mois de la guerre, il s'est appuyé sur le recrutement contractuel – principalement dans les régions les plus pauvres de la Russie, où il pouvait offrir aux candidats dix fois le salaire moyen. Il savait que la mobilisation serait très impopulaire et s'est publiquement engagé à ne pas y recourir. Mais en septembre, il est finalement revenu sur sa promesse et a annoncé une « mobilisation partielle ». Ce revirement montre à lui seul l'impact significatif des sanctions. Et la mobilisation a un coût : soustraire trois cent mille hommes à la population active du pays et pousser plusieurs centaines de milliers d'autres à fuir la Russie par crainte d'être mobilisés a des conséquences majeures sur l'économie (la population active étant d'environ 75 millions de personnes en Russie).

Des sanctions individuelles ont également été mises en place. L'Occident a ciblé tant d'entrepreneurs et de bureaucrates russes que le pays détient à présent le record du monde des sanctions – bien au-dessus de l'Iran. Ces sanctions individuelles ont créé des tensions très importantes au sein de l'élite. Les entrepreneurs russes voient leurs carrières et leurs projets s'effondrer, et ils savent qui en est responsable. Elles ont aussi un effet dissuasif sur les élites d'autres pays qui seraient tentés d'imiter la Russie, et prennent ainsi conscience des répercussions coûteuses qu'une guerre pourrait avoir pour elles. Ces sanctions protègent

en outre l'Occident des milliards russes qui auraient pu être utilisés pour affaiblir les institutions démocratiques occidentales. En revanche, les sanctions individuelles n'ont pas un impact macroéconomique très important. Elles visent les biens occidentaux des oligarques, des biens qui sont donc déjà en Occident et ne contribueraient pas de toute manière à la croissance économique russe.

*

* *

L'impact des sanctions financières et commerciales a été jusqu'au 5 décembre 2022 significatif, mais pas au point de briser l'économie ni le régime russe. Elles avaient déjà considérablement limité les capacités de Poutine à financer la guerre, à recruter des soldats, à produire et à importer des équipements militaires. Leurs effets se sont pleinement fait sentir lorsque l'embargo de l'Union européenne sur le pétrole et le plafonnement de son prix sont entrés en vigueur. Rien qu'en décembre 2022, le budget russe a connu un déficit sans précédent de 4 trillions de roubles, soit 2,5% du PIB annuel de la Russie. Ces effets n'iront qu'en s'amplifiant lorsqu'en février 2023 les mêmes sanctions toucheront les produits raffinés.

Traduit de l'anglais par Lise Garond

Pour citer ce chapitre : Sergeï Guriev, « L'impact de la guerre et des sanctions sur l'économie russe », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 266-267, février 2023 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].